

TEXTE D'ORIENTATION B

UNIR

**Les Socialistes
– La Gauche –
La France**

PREMIER SIGNATAIRE

Boris VALLAUD



C81^e Congrès
du Parti socialiste



Premier signataire : Boris Vallaud

Nous sommes tombés dans l'embuscade de cet imprévisible qu'est l'Histoire. Nous pensons la démocratie menacée à ses marges, la voici qui s'effondre en son centre. L'ordre du monde est menacé comme jamais par l'égoïsme des nations, la remise en cause du multilatéralisme, du droit international et in fine par la guerre. Les promesses de croissance infinie, de bien-être et de progrès matériels se sont fracassées sur l'autel du capitalisme financier et sur l'explosion des inégalités, de l'épuisement des ressources et du réchauffement climatique dont on peine à imaginer toutes les conséquences mais dont on éprouve déjà la brutalité mortelle.

Quelques années à peine auront suffi à précipiter le monde tel que nous l'avons connu depuis la Seconde Guerre mondiale hors de son orbite. Sous nos yeux se réveillent les démons du passé, Yalta et Munich se donnent la main. Partout, des États-Unis à l'Europe, l'extrême droite a désormais la force sociale et l'organisation politique pour emporter le pouvoir, quand elle ne l'exerce pas déjà, prête à remettre en cause tout ce que nous avons construit de grand depuis deux siècles sans elle et le plus souvent contre elle.

Au milieu de ce grand ébranlement du monde, il y a notre beau et vieux pays avec son histoire qui n'est pas celle de conteurs sinistres en quête d'un passé dominé par une fausse grandeur : celle des maîtres et des tyrans, celles de gloires de cimetières, celles des guerres, des massacres et des répressions, celles des dominants qui méprisent, celles des forts qui écrasent et oppriment. Non, celle dans laquelle nous nous reconnaissons est celle du plus grand nombre, celles des ouvriers et des ouvrières qui firent de la France une grande nation industrielle, celles des savantes et des savants qui lui donnèrent ses grands titres de gloire scientifiques, des artistes et des écrivains qui la placèrent au premier rang de la République des arts et des lettres, celle de grands lutteurs et lutteuses qui l'engagèrent dans la voie du progrès moral.

Au milieu de cet ébranlement du monde il y a les Françaises et les Français, ce grand peuple qui s'indigne et se soulève. Celui de la Déclaration des droits de l'Homme qui a éclairé le monde, de la nuit du 4 août qui a aboli les privilèges, le peuple de la République de 1848 saluant la classe ouvrière et abolissant l'esclavage, le peuple des révoltés de la Commune conciliant défense de la Patrie et émancipation, le peuple des grands républicains de l'école laïque et des lois sociales, des justes de l'Affaire Dreyfus, des femmes qui ont revendiqué leurs droits, des clairvoyants qui ont dénoncé le colonialisme, le peuple des militants de la justice sociale et de l'émancipation du genre humain au nom de valeurs universelles. Le peuple de France.

Nous sommes les héritières et héritiers de cette histoire et de cette France qui pourtant doute aujourd'hui d'elle-même et parfois ne s'aime pas, éteinte par 8 ans de macronisme, fracturée, dominée par la peur de l'avenir, rongée par un sentiment d'injustice. Socialistes, nous avons parfois donné le sentiment nous-mêmes du doute, stupéfiés par la rapidité des changements, happés par le sentiment diffus de l'effondrement des principes fondamentaux qui ont construit notre société, découragés dans le sentiment mêlé de l'impuissance et de l'injustice dont le spectacle formidable semble décourager la justice elle-même. Comme si nous avions perdu le contrôle de nos destins.

Mais le vrai découragement ne naît pas d'un combat perdu ou d'une lutte inégale, mais de ce qu'on ne connaît plus ni les raisons de se battre, ni celles et ceux pour lesquels on se bat. Partout dans notre pays, existe un appétit de vivre qui ne se résigne jamais, un courage heureux que rien n'éteint, une aspiration contrariée à un bonheur simple, une générosité et une fraternité qui nous obligent.

Dans ce contexte, à l'aube du 81^e congrès du Parti socialiste, une question s'impose à nous : qu'allons-nous faire de cette époque où nous entrons ? Comment allons-nous lui opposer notre invincible espoir et renouer le fil de notre histoire ?

La voix du peuple

Les dernières élections législatives ont été un choc. La percée de l'extrême droite, que le front républicain a provisoirement contenu, impose un sérieux examen de conscience à tous les républicains et aux socialistes en particulier. Nous devons non seulement nous demander si nous en avons fait assez pour que les Françaises et les Français ne trouvent plus utile à leur vie de voter pour le Rassemblement national que pour la gauche, mais aussi nous demander si nous ne sommes pas devenus nous-mêmes, aux yeux de beaucoup d'électeurs, l'incarnation même de l'ordre établi que nous prétendons abattre. Un parti dont ils ont le sentiment qu'il ne les écoute pas, ne les comprend pas, ne les représente pas.

La politique meurt en effet de ne parler que d'elle, sans plus jamais parler des gens pour lesquels elle se bat. « Que connaissent-ils de nos vies ? » : voilà la question que se posent chacune et chacun des électeurs avec le sentiment d'une distance incommensurable entre eux et leurs élus nationaux. C'est cette distance que nous devons réduire, dans nos propositions, dans nos mots, dans nos pratiques politiques. C'est la condition pour réécrire cette langue commune qui nous a échappé. Une langue qui se parle et par laquelle les vies se disent, se racontent, se représentent elles-mêmes.

Notre devoir est de rechercher une éthique, une façon de faire et d'être en politique, par un retour aux choses humaines, aux vies vécues sans lesquelles la politique manque de vérité et de sincérité.

Le premier devoir de notre parti est donc de dire à qui il s'adresse et de définir de façon indissociable ce qu'il veut. Irréductiblement, nous sommes le parti de celles et ceux qui subissent l'histoire contre ceux qui prétendent l'écrire à leur seul profit. Notre projet s'adresse d'abord à celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Nous voulons retrouver notre vocation historique et nous adresser aux ouvriers, aux employés, aux paysans, aux précaires, aux habitants des quartiers populaires et des campagnes reléguées, aux oubliés, à celles et ceux livrés à l'isolement et à l'indifférence. Aux familles monoparentales, aux « mamans solos » le plus souvent, mères courageuses et visages de la pauvreté dans notre pays.

Le Parti socialiste doit redonner aux classes populaires et aux classes moyennes une centralité depuis trop longtemps perdue dans son discours, dans ses propositions et dans ses rangs. Non pas pour ne parler qu'à elles, mais comme condition pour parler à tous. Nous voulons une démocratie ancrée dans la vie.

Les socialistes ont aujourd'hui le devoir de renouer avec ce travail de compréhension de la société. Faute d'avoir été conduit, son absence a nourri la confusion entre la fin d'une certaine version historique de la classe ouvrière et la fin des mondes ouvriers en général, et a entretenu parfois - en marge du parti - des aspirations à changer de base électorale, c'est-à-dire *in fine* de projet politique et social. Nous le constatons dans nos permanences et nos discussions : notre offre politique est devenue illisible pour celles et ceux que nous voulons servir, en créant une distance insupportable avec les réalités quotidiennes. Le mouvement historique des Gilets jaunes a montré l'importance essentielle de ce travail pour concilier les besoins des classes populaires et des classes moyennes, au lieu de les opposer les unes aux autres, au seul bénéfice des plus riches. Nous ne croyons pas aux « privilégiés d'en bas ». C'est à ce prix que nous pourrions retrouver le chemin du peuple, autour d'un projet qui le fédère.

Le chemin de la fraternité

Jamais le défi inégalitaire n'a paru plus grand qu'aujourd'hui, ni l'idéal républicain d'émancipation si lointain : les inégalités de revenus et de patrimoine explosent, les injustices se superposent et multiplient les frontières aussi invisibles qu'infranchissables. Toutes ces promesses non tenues et le sentiment d'abandon et d'éloignement étirent de nombreux territoires et assomment nombre de nos concitoyens.

Alors, socialistes, nous avons plus que jamais besoin d'exprimer cette exigence de clarté et de radicalité dans ce que nous sommes, ce que nous défendons et ce que nous voulons, sans fléchir d'une manière ou d'une autre devant la puissance supposée de l'opinion dominante, sans nous laisser dévier par ces vents mauvais d'une histoire qui tournerait le dos au progrès. Le moment est venu de renouer avec cette audace politique et de nous demander avec quoi nous voulons et nous devons rompre, comme François Mitterrand avant nous. Rompre avec un monde devenu invivable du fait de l'explosion des inégalités sous les assauts du libéralisme et inhabitable du fait du réchauffement climatique sous les coups de boutoirs du productivisme, non pas en nous retournant sur nous-mêmes, mais en tendant la main à la génération qui vient, celle qui inventera le socialisme de demain. Un geste dont la réussite passera par deux ambitions intimement liées : rebâtir un grand récit heureux qui donnera du sens à notre histoire et à notre futur, et ouvrir le socialisme aux contributions des intellectuels, aux économistes, aux artistes et militants féministes comme des droits humains, ainsi qu'aux mouvements sociaux, écologique et de l'éducation populaire dont nous nous sommes trop longtemps tenus à l'écart.

C'est ainsi que nous regagnerons ces batailles culturelles que nous avons perdues et qui restent devant nous, et au passage, c'est ainsi que nous préparerons l'avenir, celui d'une société réconciliée, émancipatrice, plus juste et plus solidaire, que nous abattons les frontières invisibles qui partout s'opposent à la fraternité humaine et que nous ferons reculer les féodalités sociales, religieuses, économiques et territoriales qui s'opposent encore à l'émancipation. La fraternité pour sortir les individus de l'isolement dans lequel la société libérale les a plongés et comme projet politique à la base de la nécessaire réconciliation des Français entre eux. La fraternité qui libère les femmes et les hommes du consommateur que le capitalisme en a fait pour retrouver le goût d'agir, de s'engager, auprès des siens, au coin de la rue ou au bout du monde.

Nous croyons au génie de la fraternité. « *La liberté est un droit, l'égalité un fait, mais la fraternité est un devoir* » disait Victor Hugo, c'est celui des socialistes.

* * *

Avec UNIR, nous voulons faire de ce congrès un congrès d'idées et de doctrine car force est de reconnaître que nous n'avons pas su faire de notre projet socialiste un point de ralliement du peuple de gauche. Si notre redressement ne devait tenir que par la grâce d'accords de circonstance, que nous avons eu alors raison de nouer au moment des élections législatives, nous prendrions le risque qu'il soit éphémère. Nous proposons aux militant-es du PS de porter haut et fort, ensemble, des nouveaux combats socialistes.

Un travail digne et porteur de sens pour tous

Parce que notre République sociale s'est construite sur l'émancipation par le travail, nous voulons le placer au cœur de notre projet, défendre le travail digne et porteur de sens. Le travail qui paye pour pouvoir vivre de son travail. Le travail comme communauté mise au service de causes communes et de buts partagés. Le travail comme clef de voûte de notre démocratie sociale, garante de protections collectives et d'intégration pour tous dans la République.

Nous voulons que la valeur change de camp et de nature. Qu'elle ne soit plus exclusivement du côté du capital, des rentiers et des rémunérations extravagantes, mais du côté de la juste reconnaissance des classes laborieuses. La valeur doit être du côté de l'utilité sociale. Au seuil de grandes mutations démographiques et face au défi climatique, au cœur d'une révolution de l'intelligence artificielle qui n'a donné à voir qu'une part d'elle-même, nous voulons bâtir un modèle pour le XXI^e siècle, où le travail est mis au service de la « vie large » comme le proclamait Jean Jaurès et de la « pleine santé ». Alors se dessinera un nouveau modèle de société fondé sur « *la production de l'humanité par l'humain* ».

La valeur du travail suppose de créer ces richesses, pas seulement monétaires, et de valoriser enfin pleinement l'utilité sociale. Nous voulons valoriser les métiers qui font tenir la société plutôt que ceux qui spéculent sur sa ruine. L'heure est ainsi pour nous venue d'une radicale reconsidération morale et économique des tâches du soin et des métiers du lien.

Nous voulons parler de travail. Du partage de la valeur et de l'échelle des salaires et de l'égalité des rémunérations entre les femmes et les hommes. Des conditions de travail, de l'ubérisation et du télétravail, du temps de travail comme du temps libéré, de la formation tout au long de la vie, de la santé au travail, du handicap au travail et de la pénibilité, de l'organisation du travail comme des processus de production. Trop d'hommes et de femmes, qui aiment leur métier, en sont fiers et voudraient le faire bien, en souffrent pourtant.

Avec les partenaires sociaux, nous devons toujours mieux civiliser le travail, davantage le démocratiser, en faire un moteur de progrès et d'émancipation pour tous. Ce dont il faut se débarrasser, ce n'est pas du travail, mais des rapports de domination.

La production de notre souveraineté

Un pays qui ne produit pas est entre les mains de ceux qui produisent. Nous ne voulons dépendre ni de l'Inde pour nos médicaments, ni de la Chine pour nos composants électroniques, ni des États-Unis pour notre défense, ni du Mercosur pour notre alimentation. Nous savons ce que coûte à notre nation 40 ans de désindustrialisation et ce qu'implique notre perte de souveraineté. Nous voulons un nouveau pacte productif fondé sur l'union de toutes les forces productives, des chercheurs, des entrepreneurs, des ouvriers, et des partenaires sociaux, accompagnés, soutenus, protégés par la puissance publique. Nous voulons un État qui, aux côtés des collectivités territoriales et des Régions en particulier, organise la planification écologique et industrielle. C'est avec les ouvriers d'aujourd'hui que nous construirons l'industrie de demain. Nous devons retrouver l'esprit d'innovation et d'entrepreneuriat industriel qui a fait la force de notre modèle productif.

La crise agricole actuelle s'explique par deux ruptures majeures : la modernisation accélérée des années 1960 et la réforme de la PAC en 1992, qui ont transformé l'agriculture familiale en un secteur productiviste, puis libéral, exposant les agriculteurs à de lourdes contraintes financières. Cette évolution a entraîné endettement, inégalités et perte d'autonomie pour les agriculteurs. Les réformes récentes, axées sur les aides découplées et le verdissement, peinent à répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux, laissant la profession en quête de sens et de reconnaissance.

L'heure est venue de refonder la PAC et d'une vraie loi d'orientation agricole pour assurer un revenu décent, accélérer la transition agroécologique, garantir l'autosuffisance alimentaire, mieux répartir les soutiens et renforcer la régulation des marchés. Ici aussi, c'est avec les agriculteurs d'aujourd'hui que nous construirons l'agriculture de demain.

Reconnaissons-le : le Parti socialiste, et la gauche en général, souffrent d'une relation inaboutie, parfois teintée de méfiance réciproque, avec les entreprises. Elles sont pourtant des organisations humaines essentielles à la création de valeur. Des organisations dont les composantes, bien que porteuses d'intérêts parfois contradictoires, apportent des ressources complémentaires pour assurer la production des biens et des services indispensables à la vie en société. Les Françaises et les Français ne s'y trompent pas et font la part entre l'entreprise source de travail, d'engagement, de fierté, et des pratiques managériales ou financières qui peuvent les dévoyer. Nous voulons promouvoir un nouvel esprit d'entreprise fondé notamment sur la co-détermination et la limitation des écarts salariaux. Il ne s'agit pas de projeter la planète économique hors de son orbite, mais au contraire, de permettre d'en assurer l'équilibre nouveau et durable, en sortant de l'injustice et de l'irrationalité où nous a entraînés l'ère néolibérale.

Nous croyons à la nécessité d'une conversion orientée et régulée de notre modèle productif, articulant protection sociale et protection de l'environnement. Nous réaffirmons le rôle de l'État dans la définition des stratégies industrielles, par l'investissement et la commande publique, la conditionnalité et la territorialité des aides et la participation directe au capital des entreprises les plus stratégiques. Nous voulons un État qui mette la finance au service des grandes transformations pour mobiliser l'épargne massive des Français-es au service de l'intérêt général. Un État protecteur, garant d'un haut niveau de normes sociales et environnementales, comme de la loyauté de la concurrence, mobilisant tous les outils d'une politique budgétaire et fiscale au service de la réduction des inégalités et de la préparation de l'avenir. Nous mettons la justice fiscale et la progressivité des prélèvements sociaux et fiscaux au cœur de notre modèle de redistribution avec des contributions justes des personnes, de la production, du travail, des échanges commerciaux, du capital et des machines.

Services publics, retour de l'universel et égalité réelle

La gauche qui œuvre à l'égalité réelle et affronte l'avenir, c'est celle d'un universel qui s'incarne dans de nouveaux outils, de nouveaux droits face aux nouveaux risques et dans la défense du service public. Nous ne voulons plus de cette maltraitance institutionnelle à l'endroit de nombre des territoires de la République et entendre nos élus locaux, ceux de nos campagnes comme de nos quartiers, et nos concitoyens qui y vivent, dire « la République ne passe plus par chez nous ».

Ce qui caractérise le présent et plus encore l'avenir, c'est l'incertitude. Et nous ne sommes pas égaux face à cette incertitude qui trie les destins et laisse les plus fragiles sur le bord du chemin. Face aux aléas de la vie - nouvelles formes de pauvreté, isolement social, vieillissement, transformations du travail, changement climatique - nous devons imaginer les services publics de demain et une protection sociale qui « apprivoise le hasard ».

L'État social de demain, c'est celui du retour à l'universel, c'est-à-dire à des services publics, à des politiques, des droits et des mécanismes de solidarité accessibles à tous et qui sont le bien commun de citoyens égaux. L'universel, ce sont des droits pour tous plutôt que des allocations pour certains et une vraie justice redistributive qui n'oublie pas les classes moyennes laborieuses qui ont trop souvent le sentiment de n'avoir droit à rien. L'universel, c'est une réflexion sur la gratuité des services publics, ainsi que plusieurs collectivités socialistes en ont donné le signal, dans les cantines scolaires, dans les musées ou dans les transports publics. L'universel, c'est une assurance maladie obligatoire à 100% avec l'intégration de la protection complémentaire dans l'assurance maladie, et la régulation de l'installation des médecins pour lutter contre les déserts médicaux.

C'est la création d'un « revenu de base », accessible aux jeunes et modulable localement en complément des prestations nationales, à l'image des initiatives des départements de gauche. Il pourrait être composé d'une prestation unique de solidarité fusionnant les minimas sociaux, versée automatiquement à la source pour mettre un terme au non-recours et à la culpabilisation des plus pauvres, et d'un panier de biens et services essentiels dont l'accès serait garanti à tous (alimentation, logement, santé, énergie, mobilité, numérique, culture et sport), construit localement.

C'est aussi une réflexion exigeante sur nos biens communs - l'eau, l'air, la terre -, autant que sur ce qui doit être laissé ou non au marché. Nous considérons que les biens communs doivent être protégés de tout accaparement et de toute prédation financière et que le vieillissement, la petite enfance ou l'accompagnement social, ne peuvent être des marchandises et doivent rester à but non lucratif dans le secteur public ou de l'économie sociale et solidaire (ESS).

C'est enfin le rétablissement d'une égalité réelle devant l'impôt, en renouant avec une réelle progressivité sur l'ensemble des revenus, allant jusqu'à l'impôt négatif pour accroître la redistribution, rétablissant un prélèvement juste sur le patrimoine des plus fortunés et introduisant une imposition « carbone » protectrice pour les moins favorisés.

Le parti de l'école et le socialisme d'éducation

L'universel, c'est réparer notre service public d'éducation, pour que l'école redevienne le terreau d'une citoyenneté pleinement républicaine et l'assurance d'une insertion réussie dans la vie active. Cela passe d'abord par une priorité sur les moyens pour l'école publique, associant l'éducation populaire, pour mieux soutenir et former nos enseignants, adapter la pédagogie aux nouveaux modes de transmission des savoirs, agir dès la petite enfance pour le développement complet de tous les enfants, notamment les plus fragiles, permettre à l'enseignement supérieur d'être le tremplin des ambitions de notre jeunesse plus qu'une machine à trier. Oui, nous voulons une école publique exigeante pour elle-même et pour ses élèves, capable d'incarner ce creuset républicain qui est un cadre d'émancipation pour tous les individus, grâce à la connaissance et au goût de l'effort.

En ce sens, l'école doit redevenir le lieu de l'expérience de l'altérité par la mixité sociale, mère des batailles d'un pays fracturé. La ségrégation mine la cohésion nationale, aboutissant au repli sur soi pour les uns et à la sécession pour les autres. Nous devons avoir un objectif au-dessus de tout autre : étudier ensemble pour vivre ensemble. La mixité sociale à l'école est consubstantielle de sa mission émancipatrice. L'instruction publique, laïque, gratuite et obligatoire reste indubitablement le ciment de la République contre les grandes féodalités sociales, religieuses, économiques et territoriales toujours à l'œuvre mais aussi contre toutes les forces de la désunion nationale. C'est comme cela que l'on ramène à la République par la République. Le socialisme d'éducation dont parlait Péguy, ce n'est pas la grande machine à trier les destins sous couvert de méritocratie comme le proposent les libéraux.

Depuis 1936, l'action publique culturelle en France vise la liberté de création, l'émancipation et l'accès de tous à la culture. Malgré un consensus historique, les politiques culturelles sont fragilisées par la crise sanitaire, les baisses budgétaires et la remise en cause du service public culturel. Nous voulons défendre un service public fort, l'augmentation du budget, la protection des artistes et la coopération territoriale, afin de renforcer la démocratisation et la diversité culturelle.

Retrouver le souffle de 1936, c'est porter une nouvelle ambition pour la place de l'activité physique et sportive dans notre pays. Quelques mois après le grand moment de fraternité qu'ont été les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, nous devons renforcer la place de l'éducation physique et sportive à l'école ; mieux soutenir financièrement la prise d'une licence sportive pour les enfants des classes populaires ; rénover et développer les équipements sportifs - notamment les piscines - en priorité dans les territoires carencés ; avoir au moins une maison sport-santé dans chaque bassin de vie ; multiplier le nombre de clubs para-accueillants ; et garantir des financements identiques pour la pratique sportive féminine.

Comme socialistes, nous avons la certitude que la République sociale est, au fond, la meilleure façon de prendre en charge le sentiment national contre celle, étriquée et excluante, des nationaux populistes. Nous disons que c'est aussi la seule voie pour surmonter l'éternel dilemme entre la recherche de l'universel et l'affirmation du particulier, de l'unité et des identités singulières, un dilemme qui, sans cesse réactivé par les caricatures de la droite ou celles de l'extrême droite, fracture le corps social. Nous avons deux convictions indissociables : d'abord que seule l'expérience est universalisante et que la République doit être partout et pour tous. Ensuite, qu'une prise en compte réfléchie des identités, socio-professionnelles, socio-culturelles, dans le respect des valeurs de la République, n'est pas une concession faite au repli sur soi mais peut-être un éveil, une ouverture à l'humanité et aussi une médiation vers l'universel. L'universel pour penser au-delà de soi-même et retisser une composition française sans laquelle on ne peut faire Nation.

L'écologie de la transformation sociale

Rien de ce qui concerne l'écologie n'est aujourd'hui indifférent aux socialistes. Parce que le réchauffement climatique accélère et frappe, ici et ailleurs, les plus pauvres et les plus précaires. Parce que la sixième extinction de masse menace la biodiversité et les conditions de la vie sur Terre. Les conséquences sont massives, en Californie, dans les Hauts-de-France comme à Mayotte et nous savons que le coût de l'inaction sera quatre fois supérieur au coût de l'action.

Nous constatons que le système capitaliste mondialisé, ultra libéral et ultra productiviste, ne saurait éviter le pire. C'est ce système, ce capitalisme de prédation, qui, dans le même mouvement, exploite les femmes et les hommes et accapare, pour les gaspiller, les ressources, limitées, de la planète : c'est ce système qu'il faut combattre et nos solutions, celles du socialisme démocratique, de la régulation de l'économie, du partage des richesses, sont les seules possibles.

Nous connaissons les solutions : accélérer les économies d'énergie et la transition vers les énergies renouvelables pour réduire la part du fossile ; donner un prix au carbone pour recréer des lieux de production en France ; réorienter notre modèle vers l'agroécologie et rompre avec un système productiviste destructeur ; maintenir notre souveraineté alimentaire. Nous défendons une vraie planification écologique, assise sur des financements innovants, avec notamment la création d'une caisse d'amortissement de la dette climatique.

Les entreprises du numérique et les collectivités territoriales doivent coopérer et agir en synergie, afin d'exploiter pleinement les opportunités offertes par les nouvelles technologies énergétiques et assurer la durabilité des villes, en développant le concept et les modèles de *Smart Cities* autour des énergies pilotables.

Nous savons que ce n'est pas suffisant ; pour que l'écologie soit populaire, elle doit rimer avec réduction des inégalités : prise en charge à 100% pour l'isolation des logements, remboursable à la vente ou à la succession ; alternatives réelles à l'utilisation solitaire de la voiture individuelle au quotidien ; protection des biens par la fin de l'obsolescence programmée qui oblige à une surconsommation mécanique. La justice climatique est pour nous l'un des leviers majeurs de transformation sociale et d'amélioration de la condition humaine.

Les tours et les bourgs : la géographie de nos combats

Nous voulons dépasser les oppositions stériles entre l'urbain et le rural et le sentiment d'une domination culturelle d'une France sur une autre. Nous voulons prendre à la racine les raisons de la colère qui, des Gilets jaunes aux émeutes urbaines, déchirent et fracturent le pays dans l'Hexagone comme dans les Outre-mer. Qui ignore que la désertification médicale menace tout autant les enfants du Mirail à Toulouse que les personnes âgées de la Nièvre ? Qui conteste que la promesse d'ascension par l'école est trop souvent trahie pour le fils d'ouvriers d'Aubervilliers comme pour la fille d'agriculteurs du Lot ? Si le recul des services publics est un danger pour notre pays, il est un poison mortel pour celles et ceux qui vivent loin du cœur des métropoles.

Nous porterons la réalité d'une France des tours qui concentre chaque jour davantage la pauvreté, en particulier celle des plus jeunes et des « mamans solo ». A rebours de la culpabilisation des habitants des quartiers populaires que l'on suspecte d'être trop aidés alors qu'ils sont abandonnés depuis des décennies par le retrait non seulement des services publics mais aussi des espaces de sociabilité et de convivialité, nous voulons porter un plan d'investissement inédit dans l'accompagnement humain de ces territoires. Nous ferons de la petite enfance, de l'éducation, de la santé, de la formation, du lien social, du logement comme facteur de mixité sociale et de la lutte contre l'isolement une priorité à travers une nouvelle génération de contrats de ville, qui cesseront de substituer au droit commun universel des dispositifs transitoires et précaires.

Nous porterons cette même exigence pour la France des bourgs, des petites villes et des villages. Celle qui se sent abandonnée, isolée, aux marges des transformations du monde. Non pour y cultiver la nostalgie du monde d'antan, mais pour pousser le développement territorial en imposant un principe de continuité territoriale pour tous les services publics et les investissements privés.

Nous regardons en face les difficultés inhérentes à la ruralité, au peuple de la route prisonnier du prix des carburants comme de l'énergie. Nous ne fermerons plus les yeux face à l'accaparement des terres et à la concentration inacceptable des aides agricoles au profit de quelques-uns et au détriment de la transition agroécologique de tous. Nous regarderons en face le défi vertigineux du vieillissement dans nos campagnes et nous prendrons à bras le corps l'objectif de reconquête des centre-bourgs, en créant une ANRU rurale qui redonnera accès au logement pour tous, tout autant qu'il dynamisera la vie de nos villages.

Nous porterons le rétablissement de l'autorité publique par une même exigence d'accès aux services publics et de respect des lois contre le séparatisme social des plus favorisés, comme la loi SRU, en instaurant un principe de contractualisation territoriale qui garantisse l'égalité des citoyens tout en laissant les collectivités organiser le plus librement possible les solutions adaptées à leurs réalités. Nous ne céderons ni à la tentation autoritaire de la recentralisation, ni à la pente de politiques décentralisées tellement diverses qu'elles portent atteintes à l'unité de la République. Un État garant pour les citoyens et partenaire des territoires, voilà notre ambition.

Nous ferons de l'Outre-mer le baromètre des promesses républicaines. Les territoires dits d'Outre-mer représentent 18 % du territoire français mais subissent pauvreté, inégalités et sous-développement, hérités de l'histoire coloniale, mais aussi les effets violents du dérèglement climatique. Ignorance, mépris et découragement aggravent leur marginalisation. La gauche doit valoriser ces territoires, lutter contre la vie chère et garantir la continuité territoriale, soutenir l'autonomie locale, protéger l'environnement et la diversité culturelle. Il faut repenser la gouvernance, renforcer les liens humains et garantir à tous les ultramarins une place pleine et entière dans la République.

Nos campagnes comme nos quartiers populaires, nos villes petites et moyennes, de l'hexagone et de l'Outre-mer, sont l'avenir du pays, nous devons en être le porte-drapeau. De nombreux socialistes sont déjà élus sur ces territoires et font un travail remarquable : créent du lien qui fait reculer la solitude, innovent avec peu, se battent au quotidien. Notre présence dans la France des bourgs comme dans la France des tours est la force des socialistes. Ces communes doivent être au cœur de notre stratégie pour les élections municipales de 2026.

Le sursaut face aux ennemis de la liberté et de l'égalité

Nous vivons le plus grand désenchantement démocratique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. A l'illusion du triomphe définitif du modèle de démocratie libérale succède le constat accablé de sa remise en cause. Les démocraties prospèrent et se tissent chaque jour un peu plus la toile de l'Internationale réactionnaire. La tentation autoritaire paraît plus que jamais avoir la force sociale et l'organisation politique pour prospérer et fragiliser les libertés et les vies de celles et ceux qu'elle prend pour cible. L'emballement de la défiance est partout.

Dans ce contexte, nous ne pouvons nous contenter de réaffirmer notre attachement aux droits et libertés acquis. Les vents mauvais trumpistes ont commencé à souffler sur la France. Notre engagement doit être offensif dans le combat contre toutes les discriminations. Retrouvons l'audace et la fierté de nouvelles conquêtes émancipatrices, pour une société féministe, pour la protection indispensable des droits et libertés des minorités, pour une lutte acharnée contre l'antisémitisme, le racisme, le sexisme, les LGBTphobies et toute forme de haine. La sécurité de toutes les femmes et des minorités de genre doit être garantie dans l'espace public, qui reste aujourd'hui un lieu d'exclusion pour beaucoup, principalement investi par les hommes. Repenser l'aménagement urbain pour offrir des espaces plus sûrs et accessibles, en particulier pour les femmes et les personnes transgenres, est une nécessité. Cela passe par des infrastructures accueillantes mieux éclairées, des dispositifs d'alerte renforcés et des zones de repli sécurisées.

Pour fortifier les droits de chacun, il faut bâtir une démocratie élargie et parlementaire. Notre Ve République est à bout de souffle. Nous devons nous engager résolument sur le rééquilibrage de nos institutions : déprésidentialiser notre République, renforcer le rôle du Premier ministre, revaloriser le Parlement. C'est ainsi que nous atteindrons une maturité démocratique nouvelle, une démocratie de la délibération, du consentement et du contrat dans laquelle le compromis républicain n'est pas la part maudite de la politique mais le chemin le plus sûr vers l'intérêt général. Une démocratie qui retrouve le sens du débat et du dialogue plutôt que de l'affrontement et de la domination. Nous devons à cette aune nous interroger sur nos modes de scrutins et en particulier sur la question de la proportionnelle qui peut être un puissant levier de changement des pratiques politiques.

Pour survivre, nos démocraties appellent une clarification ; pour respirer, la *Res publica* doit être partagée. Cette perspective, décentrée et décentralisée, devrait constituer la base de tout projet de société pour la gauche, et au-delà. D'un parti voulant réconcilier son pays, en tout cas. Une boussole vers une démocratie apaisée, qui retrouverait le sens du dialogue, citoyen, parlementaire et social, et ouvrirait la voie à des réformes d'ampleur – de celles qui constituent un nouveau pacte écologique et social, à la hauteur des défis d'un temps, d'une génération.

Nous voulons enfin revitaliser la démocratie en défendant les contre-pouvoirs contre les appétits réactionnaires qui prétendent en faire des ennemis de la volonté populaire : la presse, la justice, les associations, les syndicats.

Enfin, pour empêcher que notre monde ne se défasse, à nous d'incarner l'universalisme des Lumières contre les obscurantismes, affirmant haut et fort notre attachement à la laïcité c'est-à-dire tout à la fois la liberté de conscience, la neutralité de l'État et la lutte contre la pression religieuse. Face à une droite et une extrême-droite sans idée, ni solution, nous n'esquiverons aucun débat, ni celui de l'immigration, ni celui de la sécurité. Nous voulons en toute chose le respect de l'ordre républicain. Mais nous combattons toujours l'ordre, tel que l'envisage la droite et l'extrême droite, lorsqu'il s'oppose à la justice, lorsqu'il tire sa force de la peur et prend ses pouvoirs dans la haine de l'autre.

Retrouver la France et l'Europe qui ont manqué au monde

Notre internationalisme comme notre attachement indéfectible à l'Europe, est une ressource essentielle pour nous guider, que les socialistes établis hors de France contribuent à faire vivre. Là où la boussole de certains indique systématiquement l'Occident ou à l'inverse le « sud global », la boussole socialiste indique toujours le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la sanctuarisation des droits humains et le choix du multilatéralisme. C'est pour cela que nos groupes parlementaires ont voté la reconnaissance du génocide des Ouzighours comme de l'Holodomor, validé l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN tout comme le pacte de sécurité entre la France et l'Ukraine, ont demandé des sanctions contre la Russie, ont condamné les attaques terroristes du 7 octobre en Israël ainsi que la guerre du gouvernement Israélien, aux mains de l'extrême droite suprématiste, contre les Gazaouis et les Palestiniens de Cisjordanie. C'est pour cela aussi que nous sommes les tenants d'une diplomatie féministe qui fait sienne le mot d'ordre "Femme, Vie, Liberté" et met au premier rang de ses combats l'accès universel aux droits et à la santé sexuels et reproductifs et la lutte contre toutes les violences fondées sur le genre. Pour cela enfin que nous refusons le capitalisme de prédation qui, du Groenland au Panama, veut sanctuariser l'accès aux ressources et aux infrastructures comme mode de gestion de la catastrophe climatique.

La bascule du monde vient de loin et s'accélère. L'adhésion de la Chine à l'OMC restera une date clef du changement de siècle, ouvrant la porte à sa diplomatie de la dette, tissant méthodiquement une toile d'influence à coups de ports achetés et d'infrastructures captives. Non, le commerce n'apporte pas comme par magie la démocratie. En plus de virus et espèces invasives, les containers, dont la ronde autour du globe est une cause majeure de pollution, amènent avec eux la mise en concurrence des systèmes sociaux et des régimes politiques.

Alors que l'ordre international issu de la Seconde Guerre mondiale est remis en cause par les États-Unis eux-mêmes, notre engagement européen, trouvant sa source dans les leçons du tragique premier XXème siècle, est plus nécessaire que jamais. Pour ne pas subir le droit du plus fort, nous devons donner de la force au droit en reconquérant notre souveraineté. C'est en lien avec nos partenaires européens que nous pourrions assurer notre souveraineté militaire comme industrielle, agricole et numérique. Mais l'Europe que nous voulons, que nous n'avons jamais cessé de vouloir, n'est pas une forteresse ni un golem bureaucratique. Elle a pour mission historique de donner de la force à des principes universalistes. Elle doit être à la hauteur de l'élan démocratique qu'elle porte. En cela, ses dirigeants ne sauraient passer outre la volonté populaire comme le fit la droite française après le référendum de 2005. Il nous faut à l'inverse construire une Europe authentiquement populaire.

Changer le parti pour changer le pays

Nous considérons que la transformation de notre société ne commence pas avec la prise du pouvoir, mais dans la forme et le contenu pratique même de notre militantisme.

Notre implantation locale, nos fédérations et nos sections sont une force. Elles sont indispensables dans notre capacité à mobiliser et à diffuser nos idées. Nous proposons un nouveau droit d'intervention dans la vie du parti pour les militant-es : la possibilité de mettre à l'ordre du jour du bureau national et du conseil national un certain nombre de points et un possible référendum d'initiative militante. De nouveaux outils de mobilisation numérique pour faciliter l'engagement et les actions militantes seront également mis à disposition et construits avec les militant-es. À côté du vote classique en section, une modalité de vote dématérialisée sera également - enfin - ouverte aux militant-es.

La vocation de notre parti a longtemps été de faire "mûrir" la société, de l'investir concrètement afin de la convaincre en actes de la pertinence des réponses socialistes. Face à la désaffiliation politique, au brouillage des identités partisans et à la montée de l'extrême-droite, nous en appelons à une refondation profonde du PS pour renouer avec cette vocation d'ancrage social et de transformation concrète de la société. Nous devons avoir l'organisation de notre programme.

Nous voulons un Parti socialiste qui revient aux initiatives de proximité. Le Parti socialiste ne doit pas simplement bâtir un projet de société désincarné, il doit le rendre vivant et concret. Il doit être un parti de services. Nous proposons ainsi la création de "services socialistes" à travers une permanence socialiste dans chacune des 577 circonscriptions pour écouter les Français-es et les accompagner concrètement dans la résolution de leurs problèmes du quotidien (remplir un formulaire administratif, écrire un courrier, trouver à qui s'adresser, etc.). Un retour aux choses humaines afin de reconnecter le parti à la société réelle.

Nous voulons mettre la question doctrinale et programmatique au centre de tout car nous croyons à la force des idées. Aujourd'hui, force est de constater, que nous ne sommes pas capables de dire simplement et intelligiblement pour les Français, qui nous sommes, ce que nous voulons et vers quoi nous emmenons les Françaises et les Français. Nous proposons la création d'une "Académie Léon Blum", qui sera un pôle de production idéologique, de formation des cadres et des militant-es, de soutien aux fédérations, d'ouverture du socialisme aux contributions des intellectuel-les, artistes et militant-es associatifs, ainsi qu'aux mouvements sociaux et écologistes. Il s'agit de construire notre projet, de le connaître et d'apprendre à le faire partager.

Pour diffuser la pensée socialiste, nous proposons la création d'un "média socialiste" qui soit l'équivalent du journal "Le Populaire" pour le XXI^e siècle. Pour participer à la bataille culturelle, le Parti socialiste doit se doter d'un outil qui puisse porter sa vision du monde. Ce média proposera une analyse socialiste de l'actualité, mettra en valeur des sujets qui sont peu ou mal traités ailleurs, donnera la parole à celles et ceux qui nous semblent pertinents. Ce média aura des éditions locales qui permettront de valoriser nos actions et nos personnalités locales.

Nous devons aussi être lucides sur le sexisme qui règne encore dans le monde politique et dans notre parti : circonscriptions très difficilement gagnables où sont positionnées les femmes, accords avec les autres partis dans le cadre de listes paritaires effectués par les hommes socialistes qui se gardent les meilleures places et panachent avec les femmes venant des partis partenaires ... Ces phénomènes sont inacceptables et doivent cesser. Julia Cagé a proposé que tout parti politique qui ne disposerait pas d'au moins 40 % de femmes au sein de ses parlementaires se voit supprimer l'entièreté de ses financements publics. Cette proposition forte permettra de faire bouger les lignes de la géographie politique des femmes élues.

Nous voulons, enfin, réhabiliter la fraternité militante : accueil personnalisé des nouveaux adhérents, valorisation de la convivialité et de l'entraide, gestion apaisée des conflits internes, et organisation d'événements festifs pour renforcer la cohésion et le plaisir d'agir ensemble.

Unir ou périr

Jamais la gauche et jamais la France n'ont eu autant besoin de l'unité des socialistes. D'une part, il manque à la gauche un parti avec une vocation et une culture majoritaire. D'autre part, il manque à la France un parti ancré dans nos territoires doté d'une unité d'action capable de mettre l'ensemble de la société et des échelons politiques de ce pays en mouvement.

Malheureusement, en dépit de nos efforts, au stade des textes d'orientation, « *l'instinct de clan* » l'a emporté sur « *l'esprit de parti* », selon l'expression du grand Pierre Mauroy qui redoutait déjà la désunion au Congrès d'Épinay. L'unité alors l'avait heureusement emportée. Deux blocs se font aujourd'hui face et divisent le Parti Socialiste, alors même que nous avons donné à voir le meilleur de nous-mêmes, dans l'unité, ces derniers mois. La présidentialisation du congrès, comme de notre parti, empêche de penser le nécessaire collectif de travail que la période exige ; elle empêche d'envisager un congrès qui devrait additionner les talents au lieu de les soustraire.

Nous avons dialogué avec toutes et tous dans le désir sincère de rapprocher les points de vue ; nous avons été à la rencontre des militant-es, et à leur écoute, partout en France, et nous demeurons convaincus qu'il n'existe pas de désaccord irrémédiable entre nous ou qu'à tout le moins une très grande majorité des camarades socialistes est désireuse de lier affirmation de soi et union de la gauche, connaît ses adversaires véritables et se tient prête au combat. Les militant-es savent, pour en avoir souffert, que la désunion après le Congrès de Marseille a stérilisé la vie intellectuelle et militante du parti tout occupé à se demander s'il fallait aimer ou détester les insoumis plutôt qu'à parler aux Françaises et aux Français et à préparer une vraie alternative politique.

À UNIR, nous ne nous contentons pas de proclamer l'unité des socialistes et l'union de la gauche, nous passons à l'acte sans esprit de revanche. Des camarades qui s'étaient affrontés parfois durement lors du Congrès de Marseille se sont retrouvés pour travailler ensemble, confronter leurs idées et les faire grandir, pour penser notre ancrage dans la société, l'organisation de notre parti, la place des militants. Ils ont mis l'imagination au pouvoir plutôt que la rancœur et la rancune. La sincérité, la camaraderie, l'enthousiasme, la liberté et le travail en commun l'ont emporté sur toute autre considération. Nous pensons qu'aujourd'hui et plus encore demain cet état d'esprit et cette mobilisation de tous seront nécessaires à la vie du parti et à la préparation de l'avenir.

Jamais les socialistes n'ont autant eu besoin les uns des autres. Nous refusons de substituer à la fausse théorie des gauches irréconciliables, la fausse théorie des socialistes irréconciliables.

La réconciliation n'est pas une fin, elle est le moyen, comme l'unité des socialistes au Congrès d'Épinay fut le préalable à la conquête du pouvoir. On parlait alors du « Congrès de l'unité ». Le moyen de préparer efficacement le cycle politique et électoral que cette nouvelle direction aura à affronter : les élections municipales de 2026, l'élection présidentielle de 2027 et les élections législatives qui peuvent surgir à chaque instant dès cet été.

Dans ce cadre, nous devons être des alliés respectueux de nos partenaires, cultivant nos convergences et assumant aussi nos divergences. L'union est un combat ; elle doit être aussi une méthode et se faire sur des bases claires, sans quoi elle ne serait qu'une fausse promesse. A l'élection présidentielle de 2027, nous voulons une candidature commune de la gauche, de Raphaël Glucksmann à François Ruffin, seul chemin pour gagner face à l'extrême droite au premier tour. Commune parce qu'il n'y aura pas de candidature unique. Chacun le sait. Nous refusons dès lors les faux débats et les fausses divisions. Il est un fait établi : Jean-Luc Mélenchon sera candidat à l'élection présidentielle et il ne sera pas le nôtre.

Les militant-es socialistes choisiront d'abord leur candidat ou leur candidate dans leurs rangs, selon une procédure transparente et équitable ; la ou le premier des socialistes choisi devra ensuite se tourner vers le reste de la gauche, les écologistes et les forces vives de la société civile pour gagner ensemble autour d'une candidature commune. Nous ne voulons pas choisir entre l'union et l'affirmation. Nous voulons les deux. Les prochaines législatives devront acter cette nouvelle orientation stratégique, tirant les leçons des unions passées, dans une configuration qui permette enfin à la gauche de remporter une victoire nette et d'être en capacité de gouverner sur une ligne politique claire fidèle à notre idéal socialiste et humaniste.

Dans ce congrès, *UNIR* sera donc la seule offre de rassemblement des socialistes par les militants socialistes eux-mêmes, la seule proposition de direction collégiale et de partage du parti qui n'oubliera personne, ni aucun territoire. La seule offre qui propose aux militants d'être libres de leur vote, sans être infidèle ni déloyal à personne, puisque nous nous retrouverons pour mettre toutes nos forces au service des Françaises et des Français, de la rénovation de nos idées et de la préparation des élections municipales de 2026 et présidentielles de 2027. Avec *UNIR*, pas un visage ne manquera à la photo de famille. Nous ferons vivre cette promesse pendant ce congrès autant qu'après en le formalisant dans un contrat d'unité du Parti Socialiste que nous souhaitons la plus large possible et qui n'oubliera ni la représentation des sensibilités minoritaires, ni celles des oppositions s'il devait y en avoir.

Aux militants nous disons à nouveau que ce Congrès peut être le pire ou le meilleur de nous-mêmes. Le pire serait dans la rumination du passé, dans la désunion, dans la foire paresseuse aux inventaires, dans le ressentiment des uns et l'esprit de revanche des autres. Dans le refus d'être ensemble, rassemblés pour changer un avenir qui apparaît écrit d'avance. Le meilleur serait dans la préparation de l'avenir, dans un congrès de réconciliation, de rassemblement et d'idées.

Aux camarades militants nous disons : « *c'est entre vos mains qu'est l'avenir de notre parti. Par votre vote, vous pouvez refuser le pire et faire advenir le meilleur. Imposez-nous l'unité et le travail en commun sur les idées ! Rejoignez-nous !* »

Premiers signataires :

Premier signataire : Boris Vallaud

Parmi les 2 500 signataires :

Jean-Marie ABADIE, Maire (40), Nathalie AMBROSIN, Conseillère départementale (57), Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Maire, vice-Présidente au Conseil Départemental de la Haute-Vienne (87), Thierry ALLARD, Conseiller municipal et conseiller communautaire (76), Didier ANTONELLI, Maire adjoint (75), Arnaud ARFEUILLE, Vice-président du conseil départemental (33), Jacques ARMANI, Secrétaire de section (13), Sébastien ASSAILLY, Conseiller municipal (79), Nadine AURENSAN, Première Adjointe Auch (32), Patrick AYACHE, vice-président du conseil régional de Bourgogne Franche-Comté (25), Noelle AZNAR-MOLLIEX, Secrétaire fédéral (73), Guillaume BADET, Conseiller régional (71), Eric BAL, Secrétaire de section, Conseiller Municipal (55), Marie-Claude BARADAT-RISTOR, Adjointe au maire (40), Jennifer BARREAU, Conseillère départementale (54), Fabrice BARUSSEAU, Député (17), Aïmane BASSIOUNI, Adjoint au Maire du 13^e arrondissement de Paris (75), Arnaud BATTEFORT, Maire de Vailly-sur-Aisne (2), Nicolas BARBELANE, Maire-Adjoint (95), Jean-Baptiste BAUD, Conseiller régional, secrétaire national (74), Jérôme BAYLAC, Président Communauté de Communes (40), Henri BEDAT, Conseiller départemental (40), Elias BENDAOUADJI, Secrétaire de section de Forbach (57), Malika BENGUESMIA-BONNOT, Conseillère d'arrondissement Lyon (69), Sylvie BERGEROO, Conseillère départementale (40), Pierre BERLIER, conseiller municipal (42), Hugues BERNARD (31), Maryline BEYRIS, Conseillère Régionale (40), Olivier BIANCHI, Maire de Clermont-Ferrand (63), Sylvie BIBAL DIOGO, Vice présidente départementale (81), Clément BIJOU, Conseiller municipal, bureau fédéral (24), Florence BLATRIX-CONTAT, Sénatrice, première secrétaire fédérale (1), Philippe BLET, Ancien Président de la Communauté d'agglomération du Calaisis (62), Laurent BOISSEE, Secrétaire de section (06), Bryan BOMY (8), Camille BONNE, Conseiller départemental (32), Rozenn BONNET, Animatrice fédérale des Jeunes socialistes (40), Malika BONNOT, Conseillère d'arrondissement de Lyon (69), Souhila BOUDALI-KHEDIM, Conseillère régionale (7), Lyes BOUHDIDA-LASSERRE, Adjoint au Maire Paris 20^eme (75), Willy BOURGEOIS, premier secrétaire fédéral du Jura, vice-président du conseil régional de Bourgogne Franche-Comté (39), Jean-Michel BOURGEOIS, Premier adjoint Yzeure (3), Patrick BOURRASSAUT, Maire de Valsonne (69), Agathe BOURRETERE, Conseillère départementale des Landes (40), Evelyne BOVERY, Adjointe au Maire de Clermont (60), Rémi BRANCO, Vice-président du conseil départemental (46), Philippe BRETHERS, Maire et président de communauté de communes (40), Philippe BUU-CANH, Adjoint (40), Robert CABÉ, Ancien Député (40), François-Marie CAILLEAU, Adjoint au maire de Daoulas, conseiller national suppléant (29), Isabelle CAILLETON, Conseiller municipal (40), Michel CALVO, Adjoint au Maire de Montpellier (34), Bernadette CAMPHIN, Secrétaire de section (62), Gaëtan CANEVET, Animateur fédéral des Jeunes socialistes du Maine-et-Loire (49), Mylène CANEVET, conseillère municipale, de gauche Trélazé (49), Rachel CAPRON, conseillère municipale Angers (49), Paul CARDEN (92), Patrick CARLIER, Adjoint au maire de Lillers (62), Magali CARON-LECLERCQ (62), Paul CARRERE, Maire de Morcenx la Nouvelle, Vice-Président du conseil départemental des Landes (40), Véronique CARRERE, Conseillère municipale et conseillère communautaire (89), Michèle CASU, Adjointe au maire (29), Daniel CAZENEUVE, Maire de Préchacq-les-Bains (40), Francis CHALARD, adjoint aux Finances de Poitiers (86), Bruno CHALLIER, Secrétaire de Section (60), Delphine CHAMBONNEAU, Conseillère municipale (36), Christelle CHAPPELLE-CHARRIER, Conseillère municipale (86), Jacqueline CHAPON, Conseil fédéral (30), Cyril CHAPPEL, Adjoint au Maire, Secrétaire fédéral (17), Jean-Pierre CHARALAMBOS, Conseiller municipal (12), Khalid CHARKI, Maire adjoint (60), Martine CHARVIN, Élu(e) municipale et communautaire (91), Patrick CHÂTEL, Secrétaire de section de Reims (51), François CHEMIN, Conseiller régional (73), Vincent CHENU, Maire de Savigny l'Évescault - Conseiller communautaire - Président de l'UDES 86 (86), Pierre CHERRET, Conseiller régional (64), Stephanie CHESSOUX, Maire de Labenne (40), Laurent CIVEL, Maire (40), Aloïs CLAVIER, Conseiller municipal (60), Helene COLLIN, adjointe au Maire (88), François COMET, Conseiller d'arrondissement de Paris 6^e (75), Yannick CORDONNIER, Conseiller municipal de Romorantin; secrétaire de section de Romorantin (41), Thierry COULOMBEL, Premier secrétaire fédéral (62), Jeanne COUTIERE, Maire (40), Yann CROMBECQUE, Adjoint au Maire de Villeurbanne, conseiller régional, membre du conseil national (69), Bruno CYGANIK, Adjoint au maire (60), Jeanne DALLOT, Adjointe à la Mairie de Paris (75), Karine DANIEL, Sénatrice (44), Jean-Marie DARRICAU, Maire (40), Vincent DARTHOS, Maire (40), Fabrice DASSIE, Élu Municipal Paris 17^e (75), Cathy DASTE-LEPLUS, vice présidente du Conseil Départemental du Gers (32), Isabelle DAUBELCOUR-HECQUET, Secrétaire de section (62), Jean-Philippe DAVIAUD, Conseiller de Paris (75), Jean-Philippe DAVIAUD, Conseiller de Paris (75), Jean-François DEBAT, Maire de Bourg en Bresse, membre du conseil national (01), Luc DE MONSABERT, 1^{er} adjoint Saint Cricq du Gave (40), Coralie DECLERCQ, Conseillère d'arrondissement (75), Christophe DEGRUELLE, Président de la communauté d'agglomération de Blois (41), Paul DEGRUELLE, Secrétaire de section (28), Elisabeth DELAMOYE, Maire-adjoint (91), Jean-Luc DELPUECH, Conseiller départemental (40), Arnaud DENIEL, Elu local (44), Jean-Pierre DESCAUCHEREUX, Adjoint au Maire de Villers-Saint-Paul (60), Jean-Claude DEYRES, Conseiller Dep honoraire Maire honoraire de Morcenx (40), Gatiene DOAT, Adjointe à la mairie de Périgueux (24), Jean-Michel DOMINIQUE, Conseiller municipal (24), Jean-Paul DOR, Maire (57), Sylvain DUBREUIL, Adjoint au maire (29), Baptiste DUCLOS (31), Christian DUCOS, Maire (40), Olivier DU-

COURTIEUX, conseiller municipal et communautaire de Limoges (87), Jean-Pierre DUFAU, Ancien député-maire Capbreton (40), Mariline DUHIN, Conseiller municipal (60), Charline DUMONT, Première secrétaire fédérale (32), Florian DUMOULIN, conseiller municipal de Thourotte (60), Jérôme DURAIN, Sénateur (71), Philippe DUTOYA, Maire (40), Nicolas DZIEZUK, animateur fédéral des Jeunes socialistes de Moselle (47), Christian ECKERT, Ancien Ministre (54), Maïté ELIA, Conseillère municipale déléguée (67), Antoine FABRY (12), Thomas FAGART, Secrétaire fédéral (92), Sébastien FAGNEN, Sénateur, membre du conseil national (50), Thierry FALCONNET, Maire de Chenôve (21), Loubina FAZAL, Maire adjointe (60), Maxime FLEURY, Secrétaire de section (24), Jean-Luc FONTERAY, Conseiller départemental Saône-et-Loire (71), Xavier FORTINON, Président du conseil départemental (40), Christine FOURNADET, Maire et conseillère départementale (40), Martine FOURNIAUD, Conseillère municipale (94), Olivier FOURNET, Conseiller municipal (82), Clément FOUTREL, Conseil national suppléant (75), Edith FRECHOU, Conseillère municipale (40), Stéphane FRIOUX, Adjoint au maire de Villeurbanne (69), Jean-Marc FRIZOT, Vice-Président Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau (71), Pierre FROUSTEY, Président d'intercommunalité, Maire (40), Andrea FUCHS, Adjointe au maire Paris 19ème (75), Franck GAGNAIRE, Premier secrétaire fédéral (37), Yvonne GAHWA, Conseillère municipale (1), Laura GANDOLFI, Adjointe au maire de Villeurbanne (69), Audrey GATIAN, Adjointe au maire de Marseille, secrétaire nationale, membre du conseil national (13), Didier GAUGEACQ, Maire, Conseiller Départemental (40), Cyril GAYSSOT, Conseiller Départemental (40), Régis GELEZ, Maire de St Vincent de Tyrosse (40), Stéphane GEMMANI, Conseiller régional (38), Emilie GESNOT (10), Olivier GIRARDIN, Maire (10), Jean-Luc GLEYZE, Président du conseil départemental (33), Thomas GODARD, Membre du conseil national, secrétaire de section (94), Mario GONZALEZ, Adjoint au Maire du 18e Paris (75), Maxime GONZALEZ (38), Léo GORE, Secrétaire de section de Tours (37), Rémy GOUBERT, Premier secrétaire fédéral (15), Élodie GOURGUESDUPEYRON, Conseillère municipale (40), Johel GREVET, Secrétaire de Section et conseiller municipal (62), Eric GUEGUEN (76), Sébastien GUÉRAUD, Maire-adjoint de Bourg-en-Bresse (01), Vincent GUIBERT, Conseiller départemental (49), Veronique GUILHAT-BARRET, Conseillère départementale (87), Jérôme GUILLEM, Maire de Langon, Président de la Communauté de commune sud Gironde, Conseiller régional (33), Antoine GUILLOU, Adjoint à la Maire de Paris (75), Françoise GUYOT, trésorière de section (92), Patrick HADDAD, Maire de Sarcelles (95), Ayda HADIZADEH, Députée (95), Karine HARRIBEY, Conseil départemental (45), Ylljon HASANAJ, Secrétaire de section (42), Lucas HAMIDI (62), Frederic HENRIOT, Adjoint au Maire (91), Eric HOULLEY, vice-président du conseil régional de Bourgogne Franche-Comté (70), Antoine HUGUET (31), Antoine HUMBERT, Conseiller municipal (51), Stéphane IBARRA, Conseiller régional des Pays de la Loire (85), Théo IBERRAKENE (59), Kais IDRIS, Adjoint au Maire 13ème arrondissement de Paris (75), David JACQUET, Maire d'Artenay, vice président du conseil régional (45), Pierre JACQUINOT, premier secrétaire fédéral de la Meuse (55), Moulay JELLAL, Adjoint au Maire (21), Marie Noelle JANISSET Trésorière fédérale (42), Aline JEUDI, Conseillère municipale et communautaire, première secrétaire fédérale (3), Patrice JOLLY, Sénateur (58), Boris JULIEN-VAUZELLE (33), Dominique JURCZAK, conseillère municipale (57), Rémi JUSTINIEN, Premier secrétaire fédéral, conseiller régional (17), Nina KARAM-LEDER, Secrétaire Nationale aux grands événements (75), Yannis KARAMANOS, Conseiller municipal et conseiller fédéral (62), Eric KERROUCHE, Sénateur, membre du conseil national (40), Kheira KHAMASSI, Adjointe au maire (57), Pierre KIANI, Conseiller municipal, secrétaire de section Jouy-le-Moutier (95), Lucie KOCEVAR, Adjoint au maire, secrétaire de section Fameck (57), Johanne KOUASSI, Conseillère de Paris, membre du conseil national (75), Labadie LABADIE, Maire (40), Jerome LABONNE, Adjoint au Maire (3), Maïté LABORDE, 1ère adjointe (40), Renaud LAGRAVE, Conseiller régional (40), Jean-Jacques LAMAISON, Conseiller municipal (40), Fabienne LAMBRE, Maire-adjointe de Creil (60), François LAMY, Ancienne ministre (13), Joséphine LANFRANCHI, Adjointe au Maire du 11ème arrondissement de Paris (75), Sylvain LASSONDE, Maire-adjoint Sarcelles (95), Quentin LATOUR, (31), Teddy LAUBY, Conseiller municipal (62), Rayan LE CALLOCH, Conseiller municipal bannalec (29), Aymerik Lemaire, Animateur fédéral des Jeunes socialistes du Pas-de-Calais (62), Quentin LE MENÉ, Animateur fédéral des Jeunes socialistes (41), Marlène LE MEUR, Conseillère municipale (29), Victor LE MONIER, Conseil national suppléant (21), Annick LE ROY, Conseillère municipale de Gif sur Yvette (91), Augustin LECHAT-BLIN, (44), Frédéric LECLERC, Adjoint au Maire et conseiller communautaire (37), Arnaud LECUYER, Vice-président du conseil régional, président de Dinan communauté (22), Sophie LEHNER, Maire de Creil, membre du conseil national (60), Cédric LEMAIRE, Maire-adjoint (60), Antoine LENHARD, Adjoint au Maire Woelfling les Sarreguemines (57), Lucie LEROY, Adjointe mairie de Bordères et Lamensans (40), Thomas LESSELINGUE, Conseiller municipal de Codognan - Conseiller communautaire Rhône-Vistre-Vidourle (30), Marie LEVARAY (76), Michel LIEBGOTT, Maire de Fameck, president de communauté d'agglomération (57), Philippe LOBELLO, Conseiller municipal (40), Olivier LOUBERE, Maire adjoint (40), Viviane LOUME SEIXO, secrétaire de section Dax (40), Monique LUBIN, Sénatrice (40), Claude MABIKA, Trésorier fédéral de la Marne (51), Prince MABOUSSOU, Conseiller municipal délégué à la vie étudiante (41), Adrien MADEC, Secrétaire de section de Méru (60), Laurent MAIZIERES, Adjoint au Maire commune de Doncourt-lès-Conflans (54), Corinne MANCICIDOR, Adjointe au maire (40), Joseph MANNUCCI, Coordinateur du collectif socialiste de l'ENS (75), Thomas MARTHELEUR-NASSIH, Référent local par intérim JS Aube (10), Philippe MARTIN, Ancien Ministre (32), Olivier MARTINEZ, conseiller départemental des Landes (40), Philippe MAS-

SEIN, Secrétaire de section (60), Isabelle Rose MASSEIN, VP agglomération et Adjointe au Maire (60), Stéphane MASSIAS, Membre du conseil national (87), Lucie MASTROLORITO, Conseillère municipale (69), Cristina MARTINEAU, adjointe au maire villeurbaine (69), Xavier MARTRES, Conseiller Municipal (63), Guillaume MATHELIER, Maire d'Ambilly (74), Sylvain MATHIEU, premier secrétaire fédéral de la Nièvre (58), Aline MAURICE, conseillère municipale (3), Jean-Claude MAURIN (26), Stephanie MAZA, Conseillère départementale (64), Slim MAZNI, Conseiller municipal (69), Peggy MAZZERO, Conseillère régionale (57), Nessrine MENHAOUARA, Maire de Bezons (95), Sylvie MERCIER, Conseil fédéral Deux-Sèvres (79), Charles MERGEY, Membre du conseil national (75), Hélène MERMBERG, adjointe au maire et membre du conseil fédéral (75), Thomas MERZI, Conseiller municipal (63), Jean MESPLEDE, Adjoint au Maire de Labouheyre (40), Romain MIDA, Adjoint au Maire de Villers-Saint-Paul (60), Paul MIGNON (66), Valérie MILLON, Conseillère municipale et conseillère communautaire (87), Sara MIMOUN WAITZMANN, Animatrice fédérale des jeunes socialistes du Val d'Oise (95), Ahmed MIRAOU (62), Carole MONDENX, Secrétaire de section d'Aire sur l'Adour (40), Noé MOREL, Conseil fédéral (63), François MORENC, Maire de Sacy-le-Petit (60), Michel MOUREAU, Adjoint au Maire de Puy-Guillaume (63), Babacar NDIAYE, Conseiller municipal (60), Thomas NEUFOND, Maire-adjoint (71), Victorien NICOLAS, Maire de Verny - Vice Président de la CC du Sud Messin (57), Andy NKUNDIKIJE, Maire Adjoint Bourg-en-Bresse (01), Olivier NOBLECOURT, (), Marie-Pierre NOËL, Conseillère Fédérale PS Haute-Vienne (87), Jean-Louis NOUHAUD, conseiller départemental (87), Claude NOUVIER, Adjoint au maire (57), Palthi NZINGA, Secrétaire général des Jeunes socialistes du Val d'Oise (95), Eric OFFREDO, 1er adjoint au Maire du 13ème (Paris) (75), Lionel OLLIVIER, Maire (60), Alexandre OUIZILLE, Sénateur, premier secrétaire fédéral (60), Aurore PAGEAUD, Secrétaire nationale des Jeunes socialistes (62), Cécile PANASSAC, Conseillère municipale à Maisons-Alfort (94), Chiara PANNUNZIO, députée suppléante (78), Pierrick PARIS, Adjoint à la Maire du 12e arrondissement de Paris (75), Pierrick PARIS, Adjoint au maire d'arrondissement (75), David PARISON, Maire Adjoint (10), Laurène PASQUIER, Adjointe à la santé et à la solidarité - Mairie de PLOUGASNOU (29), Matthieu PASQUIO (09), Martin PAUGAM, Secrétaire de section Redon-Pipriac, secrétaire national, membre du conseil national (35), Peter PAUPARDIN, Conseiller municipal (40), Jean-Louis PEDEUBOY, Maire (40), Germinal PEIRO, Président du conseil départemental (24), Antoine PELISSOLO, Premier adjoint au maire de Créteil, Conseiller départemental du Val-de-Marne (94), Raphaël PERRICHON, Secrétaire de section (69), David PERSILLON, Adjoint au maire (40), Jean-Christophe PETRIGNY, Adjoint au maire (04), Franck PICHOT, Maire de Pipriac, conseiller départemental (35), Fanny PIDOUX, Conseillère régionale, membre du conseil national (45), Sylvain PRAT, Adjoint au Maire (38), Pierre PRIBETICH, Député, membre du conseil national (21), Patrice PUCHAUX, Référent socialiste de Gignac la Nerthe (13), Eric QUENARD, Premier secrétaire fédéral et conseiller régional (51), Philippe QUESNEL, Conseiller municipal (11), Rudy RAGUENET, Secrétaire de section Bully-Les-Mines (62), Shaïstah RAJA, Adjointe au maire éducation numérique Sarcelles (95), Azide RAZACK, Adjoint au maire de Montataire, Secrétaire de section (60), Marie RECALDE, Députée (33), Jackie RENAUD, Conseillère municipale (3), Jules RICOU, Conseiller municipal (49), Alain ROBERT, Ancien adjoint au maire de Nantes et vice président du Conseil départemental de Loire-Atlantique (44), Estelle RODES, Adjointe au maire de Lille (59), Pierre-Alain ROIRON, Sénateur (37), Morgane ROLLAND, Secrétaire Nationale, secrétaire de section Washington DC (FFE), Philippe RONARC'H, maire de Pouldreuzic (29), Alain ROUSSET, Président du conseil régional Nouvelle-Aquitaine (33), David ROS, Sénateur (91), Marine ROSSET, Membre du conseil national (75), Emmanuelle ROU, Vice-présidente Département Ille et Vilaine, Vice-présidente Rennes Métropole, Conseil municipal de la Ville de Rennes (35), Emmanuelle ROUSSET, Vice-présidente du conseil départemental, Vice-présidente de Rennes Métropole (35), Jean-Philippe RUAUD, Secrétaire fédéral (86), Bernard RULLIER, Conseil national suppléant (75), Pierre SABATIER, Conseiller municipal délégué de Clermont-Ferrand - Conseiller métropolitain (63), Jérôme SADDIER (58), Driss SAÏD, Adjoint au Maire de Saint-Herblain (44), Maryse SAINTAUBIN, Conseillère municipale et communautaire (40), Patricia SALLUSTI, Secrétaire fédérale (57), Mickael SAPORI, Conseiller fédéral 78 (78), Eric SARGIACOMO, Député européen, premier secrétaire fédéral (40), Philippe SARTRE, Maire (40), Hervé SAULIGNAC, Député (7), Maxime SAUVAGE, Premier adjoint du 20e arrondissement de Paris, membre du conseil national (75), Abdelkader SAYAH, Secrétaire fédéral (95), Pauline SCHLOSSER, Conseillère municipale et métropolitaine Metz (57), Bernard SCHONS, Adjoint au Maire de Rosselange (57), Benoit SECRESTAT, Vice-président du conseil départemental (24), Yves SERVETO, Adjoint au Maire - Conseiller Communautaire (40), Daniele SEIGNOT, Adjointe au Maire (75), Florian SITBON, Conseiller de Paris (75), Eléonore SLAMA, Adjointe à la maire du 12e arrondissement de Paris (75), Catherine SMADJAFROGUEL, Déléguée consulaire (FFE), Serge SORE, Conseiller régional (40), Nathalie SOUBAIGNÉ, conseillère municipale (40), Didier STEINVILLE, Porte parole fédé du 05 (05), Alain TABARD, Conseiller Municipal Saint Florent Sur Cher (18), Philippe TARILLON, Conseiller municipal (57), Nicolas TELLIER (33), Claude THEIL, Conseil municipal d'opposition à Lucé (28), Gaëlle THOMAS, Conseillère départementale (40), Mélanie THOMIN, Députée (29), Fabrice TOCABENS, Conseiller départemental, adjoint au maire d'Avignon (84), Jean-Marc TODESCHINI, Conseiller municipal, Ancien ministre (57), Serge TOKA, Adjoint au Maire du 13e arrondissement de Paris (75), Côme TONG CUONG, Secrétaire de section - Sciences Po (75), Hans TORVIC LECLERC (18), Daniel TOURBE, Secrétaire de section (40), Anne TOUSCHE, Conseil fédéral (31), Jean-Pierre TRABESSE, Conseiller municipal (40), Elodie TRUONG, conseillère départementale

(79), Laurent UGHETTO, Premier secrétaire fédéral (7), Romain VAILLANT, Maire (31), Fabien VALERA, Conseiller Municipal (94), Magali VALIORGUE, Conseillère départementale (40), Najat VALLAUD-BELKACEM, Ancienne ministre (69), Philippe VANBENEDEN, Secrétaire de section (59), Caroline VAUCHERE, Adjointe au maire de Colomiers (31), Michèle VIALA, Conseillère municipale (91), Alain VIDALIES, Ancien Ministre (40), Jean-Claude VILLEMAIN, Président de l'agglomération Creil Sud Oise (60), Julien WALCH, Conseiller Municipal BAZIEGE (31), Michael WEBER, Sénateur (57), Pierre WEICK, Adjoint au maire, Vice président de la communauté de communes (75), Pierre-Alain WEILL, Bureau fédéral (75), Gulsen YILDIRIM, Vice-présidente du Conseil départemental, Première secrétaire fédérale (87).